



Bulletin du sociétalisme

Bulletin du sociétalisme N° 10 de février 2007

"Les 10 plus gros mensonges sur l'économie" est paru...

Commandez-le chez votre libraire (Ed. Dangles - ISBN: 2-7033-0695-4)
ou directement chez l'éditeur: <http://www.editions-dangles.com/>
(choix: thèmes divers => société, économie, politique ou recherche par le nom des auteurs)

Aujourd'hui, Molière aurait sans doute pris pour cible les économistes au lieu des médecins. La « saignée », panacée de son temps, aurait fait place à la « croissance », prétendue solution à tous nos maux. Au latin a succédé un jargon incompréhensible. Seule solution : s'en remettre aux experts. Dormez bonnes gens ! Ceux « qui savent » s'occupent de votre bonheur ! À défaut, ils ont, en tout cas, réussi à dégoûter de l'économie « M. et Mme Tout-Le-Monde ». Ce n'est pas leur lecture de chevet.

Puisse ce livre changer la donne, car *tant que le citoyen ne reprendra pas le pouvoir sur l'économie, il en restera l'esclave.*

L'ambition de cet ouvrage est donc d'aider chacun à reprendre ce pouvoir en se libérant de la manipulation qu'exerce sur nous des théories assénées en vérités absolues, des idées toutes faites et de fausses croyances.

- Si vous croyez par exemple que :
- *C'est l'Etat qui fabrique l'argent qui est garanti par l'or*
 - *Les banques prêtent l'argent des épargnants*
 - *On ne peut pas le faire, « ça coûte » trop cher*
 - *La dette appauvrit la Nation, il faut la rembourser !*
 - *Toute production ne se justifie que si elle est rentable*
 - *Il faut soutenir la croissance pour dynamiser l'emploi*
 - *Baisser les prix, c'est défendre le pouvoir d'achat*
 - *Il faut lutter contre l'inflation pour sauvegarder l'emploi*
 - *On vivrait beaucoup mieux si on payait moins d'impôts.*
 - *La mondialisation, une promesse de prospérité pour tous les peuples*

... alors, ce livre est fait pour vous : ne vous laissez pas désinformer plus longtemps !



De P. Derudder et A-J Holbecq
" **Les 10 plus gros mensonges sur l'économie** "
(Ed. Dangles - ISBN: 2-7033-0695-4)
16 euros

Vous pouvez prendre connaissance des premières pages de chacun des chapitres et participer au forum de débats, sur <http://www.10mensonges.org/>

Philippe Derudder

La renaissance du plein emploi ou la forêt derrière l'arbre (Ed. Guy Trédaniel)
Les aventuriers de l'abondance (Ed. Y Michel)
Rendre la création monétaire à la société civile (Ed. Yves Michel)

André-Jacques Holbecq

Un regard citoyen sur l'économie (Ed. Yves Michel)
Une alternative de société : l'écosociétalisme (Ed. Yves Michel) - préface de Patrick Viveret

Et pendant que nous y sommes, nous avons ouvert le site dénonçant les FAUX MONNAYEURS - <http://www.fauxmonnayeurs.org/> - dont voici la page d'accueil:

« Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents »

"La crise mondiale aujourd'hui", Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Economiques 1988. Ed. Clément Juglar 1999.

Sortir du féodalisme monétaire, préalable incontournable à une refondation économique, sociale et écologique

La nation doit pouvoir émettre la monnaie dont elle a besoin, en proportion de son développement.

Et la monnaie qu'elle crée, elle doit pouvoir l'affecter aux projets qu'elle décide pour demain, non pas au paiement de ceux qu'elle se voit imposer, aujourd'hui, impuissante, endettée.

Le droit "régalien" de l'Etat de battre monnaie, les Européens l'ont aboli le 7 février 1992. La grande majorité l'a fait sans le savoir : tandis qu'on focalisait les débats sur l'euro, on mettait en jeu la décision de libérer plus que jamais, totalement, ce qui consistait peut-être le plus grand "aspirateur" du régime capitaliste.

L'article 104 du Traité de Maastricht, transposé en France dans la loi du 4 août 1993, interdit aux Banques centrales d'autoriser des découverts, d'accorder tout type de crédit au Trésor public et à tout autre organisme ou entreprise publics, de même que l'acquisition directe de titres de leur dette.

Parallèlement, les banques ne subissent plus aucune règle sur les réserves obligatoires, et peuvent ainsi allouer autant de crédits qu'elles le souhaitent (que demandé), sur de l'argent qui n'existe pas.

Ce régime a de multiples conséquences catastrophiques.

Il n'est pas simplement insupportable parce que les actionnaires des banques tirent indûment de très gros dividendes... d'une monnaie créée *ex nihilo*.

Il implique aussi et surtout une situation qui assoit dans l'avenir la domination du marché : le volume d'emprunts en cours excède toujours plus celui de l'argent en circulation pour les rembourser. D'où un surendettement (une impuissance) des Etats et d'un nombre croissant d'individus, ainsi qu'un pouvoir sans cesse accru pour les principaux détenteurs de capitaux : pouvoir d'achat, de rente, de décision sur les orientations de l'économie. D'où un régime dans lequel les forts taux d'intérêts ne nuisent pas, au contraire, aux premiers prêteurs. D'où un afflux de monnaie excédentaire alimentant les bulles spéculatives, moteurs d'un marché condamné à croître toujours pour survivre. Excédent par ailleurs non mesuré dans une inflation qui n'est plus qu'un leitmotiv idéologique, conduisant une masse croissante de victimes à prêcher sans discernement pour les intérêts d'un petit nombre de rentiers.

Comme les « taux directeurs » de la BCE pilotent les taux d'intérêts du crédit bancaire, ces derniers donnent le "La" de cascades d'intérêts financiers. Or, ces intérêts pèsent de tout leur poids sur notre vie au quotidien. En tant que consommateurs : répercutés dans tous les prix, à tous les niveaux de l'équipement, du développement et de la production, ils sont toujours répercutés sur les prix et réduisent de plus de 30% notre pouvoir d'achat. En tant que travailleurs : sans minimiser les multiples facteurs nouveaux de la mondialisation sauvage, il faut rappeler qu'il n'y a de domination du capital sur une entreprise que si celle-ci est contrainte de rechercher des capitaux... réclamant de l'intérêt. Enfin, en tant que citoyens participants par l'impôt direct ou indirect au fonctionnement des services publics: sur les 861 milliards d'euros d'accroissement de la dette de l'Etat français entre 1980 et 2004 (en euros constants 2004) le nouveau capital emprunté représente 211 milliards seulement : 650 milliards sont des intérêts que la collectivité, contrainte à emprunter sur les marchés financiers une monnaie qu'elle pourrait créer, doit payer à des "particuliers", ceux qui sont déjà les plus riches, qu'ils soient français ou étrangers .

On sait comme la mondialisation a fait exploser les fondements de la fiscalité. Mais la récupération des biens détournés, quand bien même elle serait envisageable, ne rendrait pas pour autant à la nation le contrôle qualitatif de la croissance, à savoir celui de sa destinée. Contrairement à l'idée reçue, les impôts d'hier ne font pas les services publics de demain. Dans une économie effondrée, se demande-t-on s'il faut cesser de financer l'instruction des enfants, la recherche, le Parlement, une presse libre ? Et si la violence des exclus s'accroît, qui demandera qu'on coupe les vivres de la police ? Se demande-t-on, dans une société où le quart des actifs souffrent directement du chômage, alors qu'elle regorge de biens futiles, s'il faut cesser de construire, de pacifier, d'éduquer ? Se demande-t-on encore, en l'an 2007, pourquoi l'humanité voit venir l'asphyxie de son environnement naturel en subissant la domination d'une instance abstraite, absurde, sans avoir idée de ce qui en est le premier fondement ?

Celui qui a le contrôle de la création monétaire est celui qui décide avant tout autre de ce que produit la nation.

Or, ce peuple qui ne tolère plus un régime consacrant l'impuissance du politique, la mort de l'Etat social, et la croissance aveugle, ce peuple qui subit à tout instant la domination du dieu marché, méconnaît grandement l'aliment de base de son bourreau : la monnaie. Ce peuple qui croit que l'argent n'a pas d'odeur, qui croit qu'il a aboli les privilèges voilà deux siècles, ignore depuis plus longtemps encore celui des banquiers.

Nous demandons :

- que l'intérêt soit interdit lorsqu'il est appliqué sur de l'argent créé *ex nihilo* ; qu'une banque privée, comme tout particulier, ne puisse prêter plus d'argent qu'elle n'a en propre, y compris sur l'épargne placée dans ses coffres ; que la création monétaire réalisée par le biais du crédit bancaire aux particuliers et aux entreprises, ne soit accompagnée que d'honoraires représentant la juste rémunération des coûts ;

- que toute création monétaire relève de l'Etat et de l'Etat seul ; que le pouvoir de création monétaire soit réparti entre les Etats de l'UE à proportion de leur population

- que cette monnaie soit dirigée essentiellement vers la création de biens d'équipements collectifs communaux, régionaux et nationaux commandés par l'Etat auprès des entreprises privées, la recherche et l'éducation.

- que la nécessaire planification des diverses productions financées par émission monétaire préalable relève d'un processus démocratique impliquant : un référendum annuel d'initiative citoyenne exprimant les besoins prioritaires de la nation ; le financement d'entreprises présentant des projets répondant aux besoins prioritaires, décidé pour moitié par les mairies.